

**Nations unies - Conseil de Sécurité -
Briefing sur la situation en
Colombie - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies**
(New York, 05 avril 2017)

Madame la Présidente,

Je souhaiterais débiter mon intervention en exprimant à nouveau notre profonde solidarité avec la Colombie au lendemain des événements tragiques intervenus dans la région de Mocoa, dont le bilan provisoire fait à ce jour état de près de 300 morts. Le président Hollande a immédiatement fait part de ses condoléances au président Santos et au peuple colombien. Nous avons indiqué notre disponibilité à répondre à toute demande d'assistance qui serait formulée par les autorités colombiennes. Et je voudrais redire à notre collègue de Colombie, dont je salue l'action, que nous nous tenons plus que jamais aux côtés du peuple colombien dans cette terrible épreuve.

Madame la Présidente,

Je voudrais remercier le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Jean Arnault, pour son intervention très éclairante mais aussi pour son engagement exemplaire et celui de ses équipes. Il peut naturellement compter sur le plein et entier soutien de la France, et je crois pouvoir le dire du conseil de sécurité.

La France apporte un soutien total au processus de paix courageusement conduit par le président Santos. C'est le message central qu'est venu rappeler le président Hollande lors de son déplacement en Colombie en janvier dernier, au cours duquel il a notamment visité l'une des zones de démobilisation des FARC, aux côtés de son homologue colombien. Nous saluons une nouvelle fois la volonté intangible des parties d'avancer vers la paix et leur plein respect du cessez-le-feu depuis la signature de l'accord de paix. Leur détermination à tourner la page de plus de 50 ans de conflit montre que la paix est toujours possible, quelles que soient les difficultés pour y parvenir. C'est pour nous tous, notamment au sein de ce Conseil qui a à connaître de nombreuses crises dans le monde, un motif d'espoir et d'encouragement.

La France prend pleinement sa part dans l'effort de consolidation de la paix en Colombie. L'aide française s'élève à ce jour à environ 820 millions d'euros de prêts et de dons liés au post-conflit, et notamment dans les domaines du développement rural, de la gouvernance foncière ou du déminage. Nous contribuons également au fonds fiduciaire de l'Union européenne, que nous avons abondé d'une participation directe de 3 millions d'euros.

Nous sommes encouragés par les mesures prises par les parties dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accord de paix. Le mouvement des FARC vers les zones de démobilisation et la remise des premières armes à la mission des Nations unies constituent de nouvelles étapes majeures vers l'établissement d'une paix durable en Colombie. Nous les saluons vivement. Nous formons le voeu que l'échéance des 180 jours pour la remise de l'ensemble des armes des FARC à la mission des Nations unies puisse être respectée, grâce à l'engagement et au volontarisme de tous.

Avec le lancement effectif du processus de démobilisation, la mise en oeuvre de l'accord de paix entre dans une phase déterminante. Il est important, dans ce contexte, de ne pas sous-estimer les défis posés par la transition vers une paix durable et de créer dans les meilleurs délais les conditions nécessaires à une réintégration pacifique des démobilisés. Cela passe notamment par la capacité à offrir des perspectives de réinsertion socio-économique aux anciens acteurs du conflit, par le développement des zones affectées par le conflit, ainsi que par la mise en oeuvre dans les meilleurs délais des garanties juridiques et sécuritaires prévues par l'accord de paix. La tendance constatée ces derniers mois en matière d'attaques et d'actes d'intimidation à l'encontre de dirigeants communautaires et de militants des droits de l'Homme constitue un motif de préoccupation. Nous sommes convaincus de la détermination des autorités colombiennes à prendre les mesures nécessaires pour répondre à cette situation.

Enfin, nous sommes satisfaits de voir que les Nations unies jouent pleinement leur rôle d'accompagnement du processus, en réponse à la demande des parties. L'achèvement dans les délais du déploiement sur le terrain de la mission est une bonne nouvelle, qui lui permet de participer activement aux travaux du mécanisme de vérification tripartite du cessez-le-feu, ainsi que de coordonner le processus de dépôt des armes par les FARC. Elle montre que les Nations unies sont à la hauteur des attentes qui ont été placées en elles, ce dont nous ne pouvons que nous réjouir vivement. La visite du conseil de sécurité en Colombie le mois prochain constituera également une nouvelle illustration de notre mobilisation sur ce dossier, et de notre volonté unanime de tout faire pour répondre aux attentes des parties en les accompagnant efficacement sur le chemin d'une paix durable.

Je vous remercie./.